

À : Médias

DE : Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux Bénéficiaires du Québec, F.P.B.Q.

DATE : 13 septembre 2011

Objet : Position de la Fédération au projet de loi no 16.

La Fédération des Préposé(e)s aux bénéficiaires(PAB) du Québec est entièrement en accord avec les modifications techniques proposées apparaissant dans le projet de Loi 16, elle croit que les changements vont probablement améliorer l'application du processus de certification des résidences pour personnes âgées, quoique son analyse et celle de son avant-projet de règlement nous portent à croire que certaines des mesures proposées risquent d'alourdir le processus et même d'en complexifier sa compréhension. Aussi, elle croit que la nouvelle Loi puisse rehausser le sentiment de sécurité chez certains résidents, les futurs utilisateurs de ces services ainsi que leur famille.

Cependant, la FPBQ considère qu'en aucun cas le projet de Loi, tel que proposé, ne va améliorer la qualité des services qui sont offerts dans ces résidences ni la qualité de vie des résidents. En effet, à plusieurs occasions des représentants d'ânés, de retraités, des médias, d'intervenants et d'observateurs multiples ont souligné l'urgente nécessité de rehausser la qualité des services destinés aux personnes âgées vivant en résidence privée pour personnes âgées. De plus, l'élément qui est le plus ressorti de façon non équivoque, outre la sélection et la rétention du personnel, est **la formation du personnel et principalement celle des préposé(e)s aux bénéficiaires.**

La FPBQ tient à ce que la formation de base ne soit pas offert à rabais, nous tenons à ce que les nouvelles exigences soit en lien avec l'acquisition éventuelle du DEP de 750h d'*Assistance à la personne en établissement de santé (DEP), Préposé(e) aux bénéficiaires* reconnu(e) par le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et soit clairement définies dans le cursus du cours, afin que cette confusion disparaisse et permettra éventuellement au et à la préposé(e) de poursuivre sa formation en regard de son travail et recevoir un diplôme d'enseignement professionnel (DEP) reconnu. Cependant, le règlement, tel qu'actuellement proposé ne permet pas d'établir ce lien. Par contre, le dernier élément de l'article 17 qui précise que : «Le ministre de la Santé et des Services sociaux peut reconnaître toute autre équivalence aux documents et diplômes visés au premier et deuxième alinéa. Dans l'appréciation de cette équivalence, le ministre peut tenir compte notamment d'un ou de plusieurs facteurs.» Cet élément constitue une façon de faire troublante puisqu'il mandate le ministre de la Santé et des Services sociaux de reconnaître des compétences alors qu'il nous apparaît que le fait de reconnaître ces compétences devrait revenir au MELS. Aussi, il nous apparaît discutable de considérer une personne apte à remplir la tâche de préposé(e) si elle a suivi des activités de formation continue ou de perfectionnement, alors qu'elle n'a jamais suivie de formation de base! De plus, on ne décrit d'aucune façon le type de diplômes qui risque d'être reconnu, ni en quoi consiste une expérience pertinente

Il serait fastidieux d'aborder ici tous les aspects qui posent questionnement tant dans le projet de Loi que dans l'avant-projet de règlement. C'est pourquoi, la FPBQ demande à la Ministre de revoir le projet de Loi (et l'avant-projet de règlement), à la lumière des réalités actuelles et futures, afin d'y inclure les aspects de formation du personnel, et que le règlement d'application de la Loi en décrive explicitement la mise en place.

Il nous apparaît inconcevable, en 2011, alors que de plus en plus de personnes âgées et de plus en plus fragilisées ne puissent compter sur du personnel adéquatement formé pour les accompagner dans cette dernière étape de leur vie.

Michel Lemelin PDG